

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.592/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 31 octobre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État", a donné le 27 novembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Le texte en projet est la conséquence de la modification à l'article 2 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État qui énumère les services qui ne sont pas soumis aux dispositions du statut.

Cette modification est prévue par le projet d'arrêté royal ¹ qui a fait l'objet de l'avis 41.714/2 donné ce jour.

En vertu de l'article 116 du même arrêté, toute modification au statut doit faire l'objet d'un arrêté royal motivé délibéré en Conseil des Ministres.

Il appartient de mieux faire ressortir, dans le préambule de l'arrêté en projet, la nécessité d'établir un statut autonome pour les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État plutôt que de déroger à certaines dispositions du statut des agents de l'État, du fait que celles-ci ne seraient pas «intégralement» applicables aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État.

2. Le Conseil d'État rappelle que toute différence de traitement qu'introduirait le statut particulier des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État par rapport aux règles statutaires généralement applicables aux autres agents de l'État est susceptible d'être source de discrimination à l'égard des uns ou des autres si elle n'est pas

⁽¹⁾ Projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État".

objectivement et raisonnablement justifiée en fonction des différences réelles de situation existant entre eux.

Le préambule du projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État qui fait l'objet de l'avis 41.714/2, donné ce jour, précise certes

"(...) que les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État exercent des fonctions très spécifiques qui requièrent des qualités spéciales afin de répondre aux exigences opérationnelles d'un service de renseignement et de sécurité,

(...)

(...) que ces exigences font que les agents des services extérieurs constituent une catégorie d'agents de l'État qui, pour exécuter efficacement les missions qui leur sont confiées par la législation relative aux services de renseignement et de sécurité, ne peut être soumise intégralement au statut des agents de l'État;

(...) qu'il s'indique en conséquence d'adapter le champ d'application du statut des agents de l'État afin de tenir compte de cette réalité spécifique que sont les services extérieurs de la Sûreté de l'État."

Mais ces explications d'ordre général ne dispensent pas les auteurs du projet de veiller à n'écarter l'application des règles statutaires de droit commun que dans la mesure où le requiert vraiment la nature spécifique des fonctions exercées par les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État, de sorte qu'il leur appartient de justifier expressément et de manière appropriée au regard de cet impératif, en vue d'éviter toute contestation ultérieure fondée sur le caractère éventuellement discriminatoire des règles en projet, les différences de traitement résultant de leur spécificité.

Il en va par exemple ainsi de l'article 13 du projet, au sujet de la liberté d'expression, et de l'article 188 du projet, au sujet de la période de congé annuel de vacances.

Examen du projet

Préambule

L'alinéa 2 doit être omis, car le texte invoqué ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet.

Dispositif

Article 1^{er}, 5^e

Comme au 4^e, en projet, du même article, il convient, afin d'assurer la cohérence entre les différents textes applicables, de définir le Comité de direction comme étant "le Comité de direction institué par l'arrêté royal du (...) relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'État" ².

Article 3

Par analogie avec l'article 3 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État, il conviendrait de compléter l'article 3 par deux alinéas nouveaux, l'un précisant que chaque niveau est divisé en grades, et l'autre définissant ce qu'il y a lieu d'entendre par "grades".

Article 9

Compte tenu de la spécificité que l'on entend donner au statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État, l'article 9 du projet trouverait mieux sa place comme alinéa 3 de l'article 20.

⁽²⁾ Au sujet duquel la section de législation a donné, le 27 novembre 2006, l'avis 41.713/2.

Article 10

Au paragraphe 2, le texte n'indique pas la conséquence de la confirmation par écrit de l'ordre. Il va de soi que cette confirmation ne permet pas de dégager la responsabilité de l'agent qui exécute un ordre manifestement illégal.

Article 13

Par opposition à l'article 10, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, précité, l'alinéa 1^{er} de l'article 13 du projet ne précise pas que la liberté d'expression dont il s'agit, est celle qui a trait à des faits dont les agents ont connaissance dans l'exercice de leur fonction.

Si l'intention de l'auteur du projet est de rendre plus sévère le régime de la liberté d'expression dans le chef des agents concernés, ceci devrait être précisé et justifié dans le rapport au Roi.

Article 18

Compte tenu de la nature et des missions du service, le code de déontologie doit être fixé à tout le moins par le Ministre de la Justice.

Article 22

1. Suivant l'article 2, § 5, de la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme,

"Dans le domaine des relations de travail telles qu'elles sont définies au paragraphe 4, 2^e et 3^e tirets ³, une différence de traitement repose sur une justification objective et raisonnable lorsque, en raison de la nature d'une activité professionnelle ou des conditions de son exercice, la caractéristique en cause constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante, pour autant que l'objectif soit légitime et que l'exigence soit proportionnée."

Les différences de traitement fondées sur l'âge qui résultent des conditions d'âge minimal prévues par l'article 22, 5°, doivent par conséquent être mieux justifiées dans le rapport au Roi, de manière à faire apparaître qu'elles satisfont aux exigences énoncées par cette disposition légale.

Même si ces conditions d'âge minimal pouvaient être dûment justifiées par les nouveaux recrutements, encore conviendrait-il de pouvoir justifier le fait que les limites d'âge ainsi fixées puissent avoir, en application de l'article 277, alinéas 1^{er} et 2, du projet, un effet défavorable sur le calcul de l'ancienneté de service et, par voie de conséquence, sur le traitement des agents déjà en service à la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions et qui auraient été recrutés, avant cette date, à un âge inférieur à celui fixé en application de l'article 22, 5°.

(3) "- les conditions d'accès au travail salarié, non salarié ou indépendant, y compris les critères de sélection et les conditions de recrutement, quelle que soit la branche d'activité et à tous les niveaux de la hiérarchie professionnelle, y compris en matière de promotion, les conditions d'emploi et de travail, y compris les conditions de licenciement et de rémunération, tant dans le secteur privé que public;
- la nomination ou la promotion d'un fonctionnaire ou l'affectation d'un fonctionnaire à un service".

Article 34

La première phrase de l'article 34, semble superflue. La seconde phrase doit faire l'objet d'un alinéa 3 à l'article 33 rédigé comme suit :

"Les lauréats qui, après avoir accepté un emploi, refusent d'entrer en service sont rayés de la réserve des lauréats."

Article 52

À l'alinéa 2, il conviendrait que les modèles de rapport de stage soient fixés par le ministre.

Article 77

La seconde partie de la disposition n'est pas claire, car elle ne distingue pas les épreuves "particulières" de celles qui n'auraient pas cette caractéristique, et ne précise pas comment s'effectuera le classement final des candidats, le cas échéant, en présence de plusieurs épreuves particulières.

Article 110

Tel qu'il est rédigé, l'article 110 du projet, qui prévoit impérativement la fin du mandat en cas de faute disciplinaire, devrait être intégré dans le titre consacré au régime disciplinaire, de manière, d'une part, à mieux établir la relation entre la fin du mandat envisagé comme peine disciplinaire nouvelle et les autres peines disciplinaires prévues par le projet, et d'autre part, à rendre applicables, à cette hypothèse, les règles procédurales prévues pour les autres peines disciplinaires.

Article 146

Il va de soi que le ministre ne peut mettre en oeuvre cette disposition que dans le cadre de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 188

La durée du congé annuel de vacances prévue par l'article 188 - soit trente-deux jours ouvrables, augmenté "de cinq jours de congé en compensation des services prestés durant la période entre Noël et Nouvel an et qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances" - est plus longue que celle prévue par l'article 10 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État.

Comme le remarque le Ministre de la Fonction publique,

"Cette différence de traitement par rapport au reste de la fonction publique doit faire l'objet d'une justification objective et adéquate. À défaut, le projet doit être adapté."

Or, le projet n'a pas été adapté. La justification avancée, notamment en ce qui concerne les "cinq jours en compensation des services prestés entre Noël et Nouvel an, période au cours de laquelle l'activité des sections opérationnelles d'un service de renseignement ne saurait être interrompue" est insuffisante, car elle laisserait supposer qu'il en va à l'inverse dans le reste de la fonction publique fédérale.

Article 212

L'article 212 du projet omet de mentionner le recours prévu par son article 195, qui doit donc y être visé aussi.

Article 213

L'article 213, § 3, alinéa 2, prévoit que les assesseurs désignés par les organisations syndicales représentatives "doivent être agréés par le ministre et satisfaire aux exigences de l'arrêté royal du 2 octobre 2006 portant exécution de la loi du 17 mars 2004 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'État".

Il y a lieu de préciser dans cet alinéa les dispositions dudit arrêté royal prévoyant les "exigences" ainsi visées.

Article 223

Vu l'article 220, alinéa 2, du projet, l'article 223 est superflu et doit donc être omis.

Article 224

Vu l'alinéa 2 de l'article 224, les mots "et à la chambre de recours", à la fin de l'alinéa 3, sont superflus et doivent par conséquent être omis.

Article 281

1. L'article 229 du projet, qui habilite le Ministre de la Justice à déterminer le modèle du titre de légitimation, doit être en vigueur lorsqu'il fera usage de ce pouvoir.

Il n'est dès lors pas correct de prévoir à l'article 281, 3°, qu'il n'entrera en vigueur qu'à la date de publication de l'arrêté ministériel ayant précisément pour objet de déterminer ce modèle.

2. Le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelle raison le 5° de ce même article 281 comporte les termes "au plus tard", ni la portée qu'il conviendrait de leur donner. Il recommande dès lors de les omettre, sauf si la nécessité de les maintenir peut être démontrée et pour autant que le texte soit revu pour déterminer de manière précise comment la date d'entrée en vigueur sera fixée.

Article 282

Le Ministre du Budget doit également proposer et contresigner l'arrêté en projet car, suivant l'article 47 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État,

"Tout acte d'administration portant création d'emplois définitifs ou temporaires ou révision des dispositions organiques relatives aux traitements ou allocations du personnel, est signé par le Ministre intéressé et contresigné par le Ministre qui a le budget dans ses attributions."

Il en va de même du Ministre des Pensions, puisque l'article 236, § 2, alinéa 4, du projet dispose que l'allocation de valorisation "est également prise en compte pour le calcul de la pension de retraite et de survie", ce qui relève de ses attributions.

L'article 282 du projet sera également complété en conséquence.

Observation finale

L'auteur du projet veillera à ce que celui-ci soit publié le même jour que le projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État", sur lequel le Conseil d'État a donné ce jour l'avis 41.714/2.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.592/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 oktober 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat", heeft op 27 november 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De ontwerptekst is het gevolg van de wijziging van artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, dat de diensten opsomt waarop de bepalingen van het statuut niet van toepassing zijn.

In die wijziging wordt voorzien bij het ontwerp van koninklijk besluit ¹ waarover heden advies 41.714/2 is verstrekt.

Krachtens artikel 116 van hetzelfde besluit moet iedere wijziging van het statuut geschieden bij een met redenen omkleed besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

In de aanhef van het ontwerpbesluit moet de noodzaak om een autonoom statuut voor de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat vast te stellen beter tot uiting komen, veeleer dan dat wordt afgeweken van een aantal bepalingen van de statuut van het overheidspersoneel, daar de laatstgenoemde bepalingen niet "integraal" toepasselijk zouden zijn op de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

⁽¹⁾ Ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel".

2. De Raad van State herinnert eraan dat ieder verschil in behandeling dat het bijzondere statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat zou invoeren vergeleken met de rechtspositionele regels die algemeen toepasselijk zijn op de overige rijksambtenaren, een bron van discriminatie voor de enen of de anderen kan vormen indien dat verschil in behandeling niet objectief en redelijkerwijs wordt verantwoord op basis van de werkelijke, onderling bestaande verschillen wat hun situatie betreft.

In de aanhef van het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, waarover heden advies 41.714/2 is verstrekt, staat weliswaar te lezen :

(...) dat de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat zeer specifieke functies uitoefenen die bijzondere eigenschappen vereisen om aan de operationele eisen van een inlichtingen- en veiligheidsdienst te voldoen;

(...)

(...) dat die vereisten ertoe leiden dat de ambtenaren van de buitendiensten een categorie van Rijksambtenaren vormen die, om de opdrachten die hun door de wetgeving betreffende de inlichtingen- en veiligheidsdiensten zijn toevertrouwd doeltreffend uit te voeren, niet integraal aan het statuut van het Rijkspersoneel onderworpen kan worden;

(...) dat het dientengevolge is aangewezen het toepassingsgebied van het statuut van het Rijkspersoneel aan te passen, teneinde rekening te houden met die specifieke situatie van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat;"

Die uitleg van algemene aard neemt echter niet weg dat de stellers van het ontwerp ervoor moeten zorgen dat de gemeenrechtelijke rechtspositionele regels geen toepassing vinden in de enkele mate dat de specifieke aard van de taken die de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat vervullen zulks werkelijk vereist, zodat ze de verschillen in behandeling als gevolg van hun specificiteit uitdrukkelijk en in het licht van die stelregel adequaat moeten verantwoorden, teneinde achteraf iedere betwisting gegrond op het eventueel discriminatoire karakter van de ontworpen regels te voorkomen.

Dat geldt bijvoorbeeld met betrekking tot artikel 13 van het ontwerp, in verband met de vrijheid van meningsuiting, en artikel 188 van het ontwerp, in verband met de duur van de jaarlijkse vakantie.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Het tweede lid moet vervallen, daar de aangevoerde tekst niet de rechtsgrond van het ontwerpbesluit vormt.

Dispositief

Artikel 1, 5°

Met het oog op de samenhang tussen de verschillende toepasselijke teksten moet, naar het voorbeeld van het ontworpen punt 4° van hetzelfde artikel, het directiecomité gedefinieerd worden als zijnde "het directiecomité ingesteld door het koninklijk besluit van (...) betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat" ².

Artikel 3

Naar analogie van artikel 3 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel dient artikel 3 te worden aangevuld met twee nieuwe leden, waarvan het ene stelt dat ieder niveau in graden is verdeeld, en waarvan het andere een definitie geeft van het begrip "graden".

⁽²⁾ Waaroever de afdeling wetgeving op 27 november 2006 advies 41.713/2 heeft verstrekt.

Artikel 9

Gelet op het specifieke karakter dat men aan het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat wenst te geven, zou het beter zijn artikel 9 van het ontwerp op te nemen in artikel 20, in de vorm van een derde lid.

Artikel 10

In paragraaf 2 wordt niet aangegeven wat het gevolg is van de schriftelijke bevestiging van het bevel. Het spreekt vanzelf dat die bevestiging niet tot gevolg kan hebben dat de ambtenaar die een kennelijk onwettig bevel uitvoert, daardoor van zijn verantwoordelijkheid wordt ontslagen.

Artikel 13

Het eerste lid van artikel 13 van het ontwerp preciseert niet, in tegenstelling tot artikel 10, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937, dat de vrijheid van meningsuiting waarvan sprake is, die is welke feiten betreft ten aanzien van de feiten waarvan de ambtenaren kennis hebben uit hoofde van hun ambt.

Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om de regeling van de vrije meningsuiting van de betrokken ambtenaren te verstrengen, moet zulks worden gepreciseerd en verantwoord in het verslag aan de Koning.

Artikel 18

Gelet op de aard en de taken van de dienst moet de deontologische code op zijn minst worden vastgesteld door de Minister van Justitie.

Artikel 22

1. Artikel 2, § 5, van de wet van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding bepaalt :

"Op het gebied van de arbeidsbetrekkingen zoals gedefinieerd in het tweede en het derde streepje³ van § 4, berust een verschil in behandeling op een objectieve en redelijke rechtvaardiging indien een dergelijk kenmerk, vanwege de aard van een beroepsactiviteit of de context waarin deze wordt uitgevoerd, een wezenlijke en bepalende beroepsvereiste vormt, mits het doel legitiem en het vereiste evenredig aan dat doel is."

Verschillen in behandeling gebaseerd op de leeftijd, die het gevolg zijn van het vereiste omtrent de minimumleeftijd gesteld in artikel 22, 5°, moeten derhalve beter worden verantwoord in het verslag aan de Koning, zodat tot uiting komt dat die verschillen voldoen aan de voorschriften vervat in die wetsbepaling.

Zelfs indien die vereisten inzake minimumleeftijd genoegzaam kunnen worden gewettigd door de nieuwe aanwervingen, moet de omstandigheid kunnen worden verantwoord dat de aldus gestelde leeftijdsgrenzen met toepassing van artikel 277, eerste en tweede lid, van het ontwerp een ongunstige weerslag kunnen hebben op de berekening van de dienstanciënniteit, en bij wijze van gevolg op de wedde van de ambtenaren die reeds in dienst waren op de datum van inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen en die, vóór die datum, in dienst zijn getreden op een jongere leeftijd dan die welke is vastgesteld met toepassing van artikel 22, 5°.

(3) "- de voorwaarden voor toegang tot arbeid in loondienst, tot onbetaalde arbeid of als zelfstandige, met inbegrip van de selectie- en aanstellingscriteria, ongeacht de tak van activiteit en op alle niveaus van de beroepshierarchie, met inbegrip van de bevorderingskansen, alsook de werkgelegenheid en arbeidsvoorwaarden, met inbegrip van ontslag en bezoldiging, zowel in de privé-sector als in de overheidssector;
- de benoeming of de bevordering van een ambtenaar of de aanwijzing van een ambtenaar voor een dienst;"

Artikel 34

De eerste zin van artikel 34 lijkt overbodig. De tweede zin moet een derde lid van artikel 33 vormen, dat als volgt wordt geredigeerd :

"De geslaagden die, nadat ze een betrekking aanvaard hebben, weigeren in dienst te treden, worden geschrapt van de reserve van de geslaagden."

Artikel 52

De modellen van het stageverslag waarvan sprake is in het tweede lid, moeten door de minister worden vastgesteld.

Artikel 77

Het tweede deel van de bepaling is niet duidelijk, omdat het geen onderscheid maakt tussen de "bijzondere proeven" en die welke niet "bijzonder" zijn, en omdat niet wordt gepreciseerd hoe de eindrangschikking van de gegadigden wordt opgemaakt, in voorkomend geval na verscheidene "bijzondere proeven".

Artikel 110

Zoals artikel 110 van het ontwerp, dat bepaalt dat het mandaat moet worden beëindigd in geval van een tuchtrechtelijke fout, thans is geredigeerd, moet het worden opgenomen in de titel gewijd aan de tuchtregeling, zodat enerzijds het verband tussen de beëindiging van het mandaat bij wijze van nieuwe tuchtstraf en de overige tuchtstraffen gesteld in het ontwerp tot uiting komt, en zodat anderzijds de procedureregels vastgesteld voor de overige tuchtstraffen toepassing vinden op dat geval.

Artikel 146

Het spreekt vanzelf dat de minister die bepaling alleen ten uitvoer kan leggen in het kader van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Artikel 188

De duur van de jaarlijkse vakantie, zoals deze wordt vastgelegd in artikel 188, te weten tweeëndertig werkdagen, vermeerderd met "vijf verlofdagen als compensatie voor de diensten gepresteerd in de periode tussen Kerstmis en Nieuwjaar (... die) onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof genomen (kunnen) worden", is langer dan de duur bepaald in artikel 10 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

De Minister van Ambtenarenzaken heeft in dit verband opgemerkt :

"Cette différence de traitement par rapport au reste de la fonction publique doit faire l'objet d'une justification objective et adéquate. À défaut, le projet doit être adapté."

Het ontwerp is echter niet aangepast. De aangevoerde verantwoording, inzonderheid wat betreft de "vijf dagen (...) als compensatie van de gepresteerde diensten tussen Kerstmis en Nieuwjaar, een periode gedurende dewelke de activiteiten van de operationele secties van een inlichtingendienst niet kunnen worden onderbroken", is ontoereikend, daar ze de indruk wekt dat zulks niet het geval is met alle overige diensten van het federaal openbaar ambt.

Artikel 212

Artikel 212 van het ontwerp vermeldt niet het beroep waarvan sprake is in artikel 195, waarnaar bijgevolg eveneens verwezen moet worden in artikel 212.

.../...

Artikel 213

Artikel 213, § 3, tweede lid, bepaalt :

"Zij [de assessoren aangewezen door de representatieve vakorganisaties] moeten erkend worden door de minister en voldoen aan de vereisten gesteld in het koninklijk besluit van 2 oktober 2006 tot uitvoering van de wet van 17 maart 2004 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat."

In dit lid moeten de bepalingen van het genoemde koninklijk besluit worden gepreciseerd die de aldus bedoelde "vereisten" vermelden.

Artikel 223

Gelet op artikel 220, tweede lid, van het ontwerp, is artikel 223 overbodig, zodat het moet vervallen.

Artikel 224

Gelet op artikel 224, tweede lid, zijn de woorden "en de raad van beroep" aan het eind van het derde lid overbodig, zodat ze moeten vervallen.

Artikel 281

1. Artikel 229 van het ontwerp, dat de Minister van Justitie ertoe machtigt het model van het legitimatiebewijs te bepalen, moet in werking getreden zijn wanneer hij die bevoegdheid uitoefent.

Het is bijgevolg onjuist om in artikel 281, 3°, te bepalen dat artikel 229 pas in werking treedt op de datum van bekendmaking van het ministerieel besluit dat er bepaaldelijk toe strekt het model van dat legitimatiebewijs vast te stellen.

.../...

2. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in punt 5° van datzelfde artikel 281 de woorden "ten laatste" voorkomen, noch welke betekenis eraan moet worden gegeven. Er wordt bijgevolg aanbevolen die woorden te schrappen, tenzij de noodzaak om ze te handhaven wordt aangetoond en voor zover de tekst aldus wordt herzien dat nauwkeurig wordt bepaald hoe de datum van inwerkingtreding zal worden vastgesteld.

Artikel 282

Ook de Minister van Begroting moet het ontwerpbesluit voordragen en medeondertekenen, daar artikel 47 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit bepaalt :

"Elke bestuurshandeling tot oprichting van definitieve of tijdelijke ambten, ofwel tot herziening der reglementsbepalingen betreffende de jaarwedden of uitkeringen voor het personeel, wordt door de betrokken minister ondertekend en door de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort medeondertekend."

Hetzelfde geldt voor de Minister van Pensioenen, daar artikel 236, § 2, vierde lid, van het ontwerp in verband met de waarderingstoelage bepaalt dat "ze (...) ook in aanmerking (wordt) genomen voor de berekening van het rust - en overlevingspensioen", een aangelegenheid die tot zijn bevoegdheid behoort.

Artikel 282 van het ontwerp moet eveneens dienovereenkomstig worden aangevuld.

Slotopmerking

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat dit ontwerp bekendgemaakt wordt op dezelfde dag als het ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel", waarover de Raad van State heden advies 41.714/2 heeft verstrekt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en Nederlandse de tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDALE

Y. KREINS